

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 3 AVRIL 2023

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 27 mars 2023, le Conseil Municipal s'est réuni le lundi 3 avril 2023 à 19 h 00, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire.

PRESENTS = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Séverine DEBUS, Jean-Michel LEGRAND, Olivier ROBIN, Jean-Henri LAURENT, Christophe BLANC, Bertrand BONNAMOUR, Suzy CASSAR, Sylvie CHARDEYRON, Annie COLOMB, Denis COLLET, Radikah JUMMUN, Eric TRINQUET

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Nathalie TISSOT donne pouvoir à Suzy CASSAR

Nathalie ROMANET donne pouvoir à Jean-Pascal THOMASSET

Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE

Umus PERRONE donne pouvoir à Sylvie CHARDEYRON

Absents non excusés :

Mihrican AVCI

Brigitte LIMODIN

Thomas GIRARD

Monsieur le Maire rappelle au Conseil municipal que dans le cadre le tènement « GOUPIL » d'une surface au sol de 1 161 m² au sol, situé à l'arrière de la mairie est constitué d'un ensemble bâti (R+2) sur terrain propre d'une surface habitable de 230 m² et d'une surface développée d'environ 551 m² et de terrains nus.

N° de Parcelle	Nature terrain	Lieudit	Superficie
AB 654	bâti	7, rue Borgnat	49 m ²
AB 655	bâti	7, rue Borgnat	70 m ²
AB 656	nu	7, rue Borgnat	148 m ²
AB 86	nu	La Ville	48 m ²
AB 91	nu	La Ville	181 m ²
AB 727	nu	La Ville	565 m ²
Superficie totale			1061 m ²

dont à titre indivis :

N° de Parcelle	Nature terrain	Lieudit	Superficie
AB 85	nu	La Ville	100 m ²
Superficie totale			100 m ²

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Cet ensemble immobilier offre à la commune un grand nombre de possibilités dans le cadre du plan guide actuellement en cours pour la réorganisation du site. Nous pourrions par exemple imaginer la création d'un parking payant sur l'ensemble de la surface après démolition.

Le terrain constructible pourrait encore être cédé à un promoteur immobilier.

Les services techniques pourraient utiliser les locaux comme bureaux ou encore pour du stockage de matériel.

Pour financer cette acquisition, et en attendant que les projets d'aménagement soient précisés, il s'agit d'acquérir le bâtiment dès aujourd'hui, l'EPF de l'Ain a été sollicité pour un portage foncier.

Concrètement, cette opération consiste pour la Commune à faire acquérir le bien par l'EPF qui, en retour, le met à disposition de la Commune pendant 12 ans moyennant le paiement d'une indemnité de 1.50 % (intérêt de l'emprunt) l'an sur le capital restant dû.

La commune peut acquérir le bien au terme des 12 ans ou en cours de portage par le remboursement de la contrevaletur restante.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, À 15 VOIX POUR et 1 VOIX D'ABSTENTION DE SES MEMBRES PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS,

- En ce qui concerne le portage foncier :
 - **APPROUVE** les modalités d'intervention de l'EPF de l'Ain pour l'acquisition de la parcelle susmentionnée.
 - **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous actes afférents.
- En ce qui concerne la mise à disposition
 - **APPROUVE** le projet de convention de mise à disposition de la parcelle par l'EPF au profit de la Commune.
 - **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite convention et tous actes y afférents.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Le Maire,

Acte rendu exécutoire après dépôt

en Sous-préfecture de Nantua le

Publication ou affichage le

Jean-Pascal THOMASSET

Maire de Nantua

Jean-Pascal THOMASSET

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.